

Revaloriser les carrières bac +3

Le conseil d'administration de l'Association professionnelle des éducateurs gradués (APEG) a remis à la Chambre une pétition au sujet de la revalorisation de leur carrière.

Les éducateurs gradués veulent une revalorisation de leur carrière, se sentant discriminés, en termes de salaire, par rapport aux autres carrières de la Fonction publique de même niveau.

Marc Pletsch, le président de l'Association professionnelle des éducateurs gradués (APEG) a remis, hier, à Lucien Weiler, le président de la Chambre des députés, une pétition contenant quelque 2 800 signatures. Il s'agit d'une collaboration avec les syndicats LCGB et le OGBL.

L'objectif est, selon Marc Pletsch, que leur carrière professionnelle soit enfin reconnue et reçoive la valeur qui lui est propre. «Nous avons un bac +3, mais celui-ci n'est pas reconnu comme tel. Cette situation perdure depuis 1990. Nous avons entrepris un certain nombre de démarches, en discutant avec le ministère de la Fonction publique, mais sans succès».

L'APEG représente, d'ailleurs, tous les professionnels avec un diplôme bac +3, c'est-à-dire ceux qui ont accompli une formation post secondaire de trois ans, qui ont fait des études. D'après l'APEG, le diplôme de l'éducateur gradué est, depuis 30 ans, le diplôme de niveau bac +3 le moins rémunéré au Grand-Duché. Il n'y a, selon l'association, quasiment pas de différence de salaire entre ce diplôme et le bac.

Aussi, l'APEG revendique de mettre à pied d'égalité leur carrière avec celle des infirmières graduées, orthophonistes et pédagogues curatifs, qui bénéficient tous d'un traitement en fonction du barème de la Fonction publique du grade 10 en début de carrière, pendant que l'éducateur gradué ne débute qu'au grade 8. Concrètement, cela représente une différence d'environ 30 % en ce qui concerne les salaires. Ainsi, l'APEG exige l'instauration d'une égalité entre ces professions, ainsi qu'une définition unique du classement des salariés qui ont des niveaux d'études équivalents.

«Les ministres savent qu'il y a un problème»

Le président de l'APEG s'est dit très content de la réaction de Lucien Weiler lors de la remise de la pétition. En effet, ce dernier a affirmé que la Chambre des députés allait faire tout le nécessaire pour donner suite à cette pétition, qui va être transmise à la commission compétente, comme ceci se passe pour tous les pétitions. «Qu'elles



Photo : pierre matgé

Le président de l'APEG, Marc Pletsch, s'est dit très content de la réaction positive du président de la Chambre des députés, Lucien Weiler, lors de la remise de la pétition concernant la revalorisation de leur carrière.

soient grandes ou petites, toutes les pétitions sont analysées par la Chambre, qui donne ensuite des recommandations aux ministres».

En ce qui concerne le problème des carrières bac +3, Lucien Weiler, est d'avis qu'il s'agit effectivement d'un vrai problème. «Je pense que

les syndicats ainsi que les ministres savent qu'il y a vraiment un problème. Le problème réside, à mon avis, dans le fait que ce problème n'est pas isolé. Beaucoup d'autres professions sont également concernées. Et vous savez comment fonctionnent les choses. Lorsque nous commençons

quelque part, il faut aussi le faire chez les autres».

Lucien Weiler a, en outre, félicité l'APEG pour son engagement au profit de l'emploi. D'après lui, la Chambre des députés estime toujours ce genre d'initiative.

Cecilia Lima de Pina

«Il est temps que le gouvernement agisse»

Paul Bressler est membre du comité du conseil d'administration de l'Association professionnelle des éducateurs gradués (APEG). Il a été longtemps président de cette organisation, jusqu'à l'année passée. Il a également assisté, hier, à la remise de la pétition au président de la Chambre des députés.

Le Quotidien : Vous avez récolté quelque 2 800 signatures pour la pétition...

Paul Bressler : Nous avons commencé à rassembler les signatures depuis 2004, mais nous avons ensuite arrêté la campagne car nous avons remarqué que l'État luxembourgeois disait qu'il ne voulait pas dépenser beaucoup et qu'il était temps d'épargner. Mais, à partir de la moitié de cette année, nous avons remarqué que d'autres groupes de professions ont fait connaître leurs revendications dans ce domaine et nous avons donc estimé qu'il était

aussi temps pour nous de remettre notre pétition.

Lors de la présentation de la pétition, Lucien Weiler semblait réagir positivement à vos revendications... Croyez-vous que cela ne restera pas limité aux paroles?

Nous pensons que le gouvernement agira et nous sommes d'avis qu'il est temps qu'il agisse. À partir du processus de Bologne, il existe

des carrières de bachelor qui ont une formation de 4 ans. Nous sommes d'avis qu'il faut agir et intégrer des carrières de bachelor, ainsi que des masters. Il n'y a aucun sens à regarder chaque profession individuellement, mais il faut regarder combien d'années de formation une personne a, et être payé en conséquence. Et

ceci indépendamment du fait que, dans cette profession, il y a beaucoup de femmes qui travaillent ou dans laquelle on s'occupe d'enfants.

Le fait que beaucoup de femmes travaillent comme éducateur, a-t-il alors, selon vous, un impact sur la

sous-valorisation de votre carrière? Nous sommes en effet une profession qui est composée d'un grand nombre de femmes. Dans notre profession, il y a

beaucoup de personnes et aussi des femmes qui arrêtent de travailler pendant un certain temps.

Vous m'avez expliqué qu'un des problèmes résidait dans le fait que l'éducation n'est pas assez prise au sérieux par les politiciens...

On dit souvent que nous vivons dans une société dans laquelle la for-

«Les politiciens sous-estiment l'importance de l'éducation»



mation devient de plus en plus importante. Et nous savons que la formation n'est pas possible sans éducation. Nous avons l'impression que les politiciens sous-estiment l'importance de l'éducation. C'est un phénomène mondial.

C. L. P.